

<http://gec.venissieux.org/La-mort-programmee-de-Jean-Delatour>



La mort programmée de Jean Delatour

- Lettre des élus -



Date de mise en ligne : mardi 27 juin 2017

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

Exceptionnellement dans cette lettre, le témoignage d'une élue au coeur d'une lutte sociale. Preuve, s'il en fallait que nos élus communiste sont bien ancrés dans la réalité, loin des discours de façade de la nouvelle majorité Présidentielle et de ses fausses « sociétés civiles ». Entretien avec Valérie TALBI, adjointe au maire, ex-salariée de Jean Delatour, déléguée CGT au CE de l'entreprise, en lutte aux côtés de ses collègues.

Suite à l'annonce brutale de la fermeture de l'entreprise Delatour, quel est votre sentiment ?

Nous avons la conviction que cette fermeture n'est pas due à la mauvaise conjoncture. C'est une mort programmée par la direction, depuis plusieurs années.

Quel regard portez vous sur l'histoire de votre entreprise ?

Le magasin historique a été ouvert il y a 36 ans, à Vénissieux, par le fils d'un militant syndical. Le concept a puisé toute sa force dans le partenariat avec les comités d'entreprises (CE), un de nos atouts sur la grande distribution, tout comme notre service après-vente « maison » assuré par des bijoutiers et horlogers à demeure. En 2010, Jean Delatour comptait 68 boutiques en France, faisant la richesse de la famille Frety-Quinquinet, héritiers et dirigeants actuels.

Comment expliquer la situation ?

Malgré l'ouverture d'une procédure de sauvegarde en 2014, rien n'a été fait pour redresser la barre, au contraire, les salariés ont assisté, impuissants, au sabotage. Tout ce qui faisait notre spécificité a été supprimé : horlogers-bijoutiers et commerciaux CE d'où la rupture avec notre clientèle historique. De plus, la mainmise paternaliste a été un frein à une évolution nécessaire. Les collections de bijoux auraient méritées d'être modernisées, tout comme la communication. Tous les postes clés étaient chasse-gardée des membres de la famille, sans aucun professionnalisme, menant l'entreprise à la désuétude.

Quelles sont les conséquences aujourd'hui ?

Dépôt de bilan ! Les 25 boutiques encore implantées en 2017 vont toutes fermer mettant 170 salariés au chômage, dont 50 à Vénissieux. La raison évoquée est une « grosse dette » creusée, alors que pendant le même temps la famille Frety-Quinquinet s'enrichissait.

Quelles sont vos actions de lutte ?

Nous avons organisé de nombreux piquets de grève pour affirmer notre volonté de nous battre et la CGT a saisi le procureur de la République. Nous avons également eu le soutien de Michèle Picard, maire de Vénissieux qui a obtenu, pour nous, un rendez-vous avec le préfet. Le comité de défense pour l'emploi s'est également mobilisé à nos côtés.

Qu'espérez-vous obtenir ?

Nous voulons garder notre outil de travail, qui bien dirigé, serait viable. Changeons ce qui dysfonctionne, changeons les dirigeants !

Nous exigeons aussi que lumière soit faite sur la fortune et les pratiques de la famille Frety-Quinquinet, propriétaire de nombreuses SCI. Nous voulons connaître la vérité sur l'apparition de plusieurs membres de la famille sur la liste dite « Panama papers ».